

La société lobi (Nord-Est de la Côte-d'Ivoire), mobilités et mutations agricoles

JEAN-LOUIS CHALÉARD

ARRIVÉS DEPUIS LA FIN DU XIX^e SIÈCLE dans une région peuplée, à l'origine, de Koulango, les Lobi constituent la principale population du nord-est de la Côte-d'Ivoire. Ils présentent le cas d'une société à tradition migratoire ancienne, restée longtemps, au moins en apparence, à l'écart des évolutions du monde contemporain.

Mais depuis deux à trois décennies, la société lobi a profondément évolué, sous l'effet de l'essor des cultures commerciales, principalement de l'igname précoce, produite pour le marché d'Abidjan. Le succès de cette production est lié d'abord à des facteurs externes au milieu local : demande des marchés urbains, particulièrement du marché abidjanais, amélioration des voies de communication qui a ouvert la région... Mais la réussite de la nouvelle culture marchande tient aussi au fait que les Lobi ont pu la développer sans remettre en cause les fondements de leur organisation sociale.

Avant de s'interroger sur les modalités d'extension de cette culture marchande et sur ses conséquences dans une société restée longtemps à l'écart du monde extérieur, il convient d'abord de préciser les grands traits des structures sociales et les modalités d'installation des Lobi en Côte-d'Ivoire.

Mobilité, société et territorialité lobi

Les Lobi s'installent en Côte-d'Ivoire à partir de 1870, poursuivant un mouvement qui les a conduit du nord du Ghana au Burkina Faso. Ils pénètrent en direction du sud dans une région faiblement peuplée, occupée par les Koulango qui ont été affaiblis par les guerres au XIX^e siècle. Les immigrants atteignent la région de Bouna vers 1930. À partir de 1969, pour contenir et canaliser ces migrations, l'administration crée de toutes pièces des villages dans une zone vide, située entre les rivières Kolodio et Binéda (appelée ZKB). Mais les Lobi, poursuivant leur mouvement vers le sud, s'installent dès les années soixante-dix dans le département de Bondoukou, sur les marches frontières laissées libres entre différents royaumes précoloniaux. À partir des années quatre-vingt, bloqués sur les franges forestières déjà largement mises en valeur, ils migrent vers l'ouest dans la région de Kong-Dabakala, où ils continuent toujours à s'installer.

Les conséquences démographiques de ce mouvement d'expansion vers le sud sont considérables, d'autant que les taux de natalité koulango semblent faibles depuis le début du siècle (Boutillier, 1993). Dans le Nord de la région, où leur implantation est ancienne, les

Lobi ont littéralement submergé les autochtones et sont devenus majoritaires. En revanche, ces derniers restent plus nombreux dans le sud où la pénétration lobi est plus récente.

Cette migration met face à face deux populations différentes.

La société lobi, acéphale et égalitaire au niveau des lignages, est soudée presque exclusivement par un culte des ancêtres qui s'exprime dans le *dyoro*, société d'initiation. Réputés farouches, individualistes et très indépendants, les Lobi vivent en groupements familiaux, dirigés par un aîné, dans des habitations dispersées, à l'allure de forteresse, distantes de 200 à 300 m les unes des autres. Il n'y a pas de véritable enracinement des populations lobi dans un territoire particulier, comme on le rencontre chez beaucoup de paysanneries africaines, ce qui permet de comprendre la facilité avec laquelle elles décident de migrer. Le Lobi transporte avec lui, au cours de ses migrations, les autels et les effigies dédiées aux ancêtres. Il peut ainsi laisser, sans avoir l'impression de les abandonner, les lieux où ceux-ci sont enterrés, sachant qu'il pourra toujours leur rendre leur culte (Fiéloux, 1980).

Autrefois les causes des migrations lobi étaient multiples : motifs religieux (maladie, mort), familiaux (conflits avec le père), sociaux (rapt de femmes). Elles ont été largement relayées aujourd'hui par des causes économiques : recherche de nouvelles terres pour les cultures, emploi comme manœuvre.

Les Koulango sont plus sédentaires, même si un fort mouvement d'exode vers les villes et les plantations du sud-ouest ivoirien les affecte actuellement. Et la société, organisée en royaumes avant la colonisation, est très hiérarchisée. L'habitat groupé en petits villages s'oppose à la nébuleuse lobi. La conversion à l'islam de nombreux autochtones dans le sud accuse les différences. Toutefois, les deux sociétés sont moins opposées au niveau local qu'on ne l'a parfois écrit, tant dans les règles de succes-

sion foncière, patrilinéaires (y compris chez les Lobi, dont les successions sont pourtant partiellement matrilineaires), que dans les rites religieux. Ces similitudes jouent un rôle fondamental dans l'accueil des Lobi, dont les modalités d'installation n'ont guère changé depuis le début du siècle.

La première famille migrante qui arrive dans une région choisit une portion de terre qu'elle présente au maître de la terre koulango (en général chef du village), qui autorise le migrant à s'installer après sacrifices et cadeaux aux divinités. Au cours de cet établissement, le maître de la terre koulango délègue une partie de ses pouvoirs religieux et judiciaires au chef de la famille demandeuse qui devient maître de terre local (*didar*). Ce « contrat tripartite » (G. Savonnet) entre les puissances chtoniennes, les Koulango et les Lobi, est scellé par un sacrifice et l'installation d'un autel liant le nouveau village de migrants à la terre qu'il occupe, le *ditil*. Garant de l'ordre social, sollicité pour favoriser les activités agricoles et apporter la paix, le *ditil* est à la base de l'organisation territoriale lobi. Mais son établissement place les migrants dans une situation de dépendance vis-à-vis des autochtones qui l'ont installé et qu'ils investissent de pouvoirs religieux bien supérieurs aux leurs : les Lobi doivent verser des redevances annuelles, au moment des récoltes, au chef autochtone (igname, sorgho, poulets, etc.) ; le *didar* lobi peut établir les nouveaux migrants, mais la terre et la réalité du pouvoir sont toujours koulango ; en cas de conflits graves, ce sont ces derniers qui règlent les litiges.

Sous la colonisation, les Lobi étaient très dépendants des Koulango. Ceux-ci s'étaient imposés dans de nombreux domaines : intercession auprès des dieux locaux, commercialisation des produits vivriers, relations avec les autorités coloniales, règlement des conflits entre familles lobi (Savonnet, 1979). L'administration française avait renforcé cette emprise,

s'appuyant sur la population autochtone, organisée et regroupée en villages, qui pouvait lui servir de relais pour gouverner et contrôler les Lobi, dispersés en hameaux difficiles d'accès et fuyant le contact avec les Européens. C'est en fonction des villages koulango, devenus centres d'échanges privilégiés, que furent tracées les routes, puis implantées les écoles et les dispensaires. Jusqu'à la fin des années cinquante, les Lobi restèrent en marge du monde moderne. Depuis, la situation a bien changé. Les transformations économiques de la région, avec l'essor de la production marchande d'igname précoce, en sont partiellement la cause.

Igname précoce et dynamique spatiale lobi

L'igname précoce (*Dioscorea cayenensis*) est la principale culture commerciale du Nord-Est de la Côte d'Ivoire. La plante prospère dans les savanes soudaniennes de la région, en particulier dans celles au contact de la zone forestière. Il s'agit de zones éloignées d'Abidjan (les deux principales villes locales, Bondoukou et Bouna, sont respectivement à 420 km et 603 km de la métropole). Mais le coût de la marchandise lui permet de supporter les frais de transport. En effet, l'igname du Nord-Est est très réputée sur le marché abidjanais et vendue 50 à 60 % au-dessus du prix des autres ignames.

L'essentiel de la production est le fait des Lobi et constitue leur principale source de revenus. Il s'agit là d'un phénomène relativement récent. En effet, l'igname tenait, autrefois, une place secondaire dans les systèmes de production. Les denrées valorisées et consommées en priorité sont les produits sacrés, dits « amers » (appelés *daka*), tels que le sorgho ou le haricot blanc, qui ne peuvent faire l'objet de ventes que de la part des chefs de maisonnée qui ont « gagné la *daba* », c'est-à-dire qui ont été émancipés par leur père (ou leur oncle) et qui ont

reçu de lui la houe (la « *daba* »), et après l'observance de rites appropriés. L'igname appartient à la catégorie des produits « froids » (*uyé*), moins prisés, mais qui peuvent être commercialisés sans restriction, ce qui explique sa place modeste autrefois et son succès aujourd'hui. Peu consommé, ne faisant l'objet d'aucun interdit susceptible d'entraver sa vente, l'igname précoce a pu devenir une grande culture marchande.

Les Lobi ont insensiblement transformé leur système de production pour s'adapter à la demande urbaine et produire de l'igname pour la vente, mais sans le remettre en cause de façon fondamentale. Ils ont systématisé des successions culturales dans lesquelles l'igname arrive en tête d'assolement, sur défriche. Suivent 3 à 4 années de céréales, maïs, sorgho et mil, dans lesquelles peuvent s'intercaler d'autres productions (haricot, aliment très apprécié, arachide, pour l'autoconsommation ou la vente). Ensuite, lorsque les rendements deviennent trop faibles, le paysan déplace son champ et la terre retourne à la jachère. Ce système permet d'obtenir de bonnes récoltes d'igname la première année. Mais il épuise les sols et suppose en permanence de nouvelles terres à défricher.

Il a la faveur des Lobi parce que c'est celui qui, localement, rémunère le mieux la force de travail : la valorisation de la journée de travail (avant la dévaluation de 1994) est supérieure à 2 000 F CFA/jour contre moins de 1 000 F CFA pour le riz irrigué ou le coton, autres cultures commerciales. Aussi, tant qu'il subsiste des terres à défricher dans la région, la dynamique lobi et la croissance de la production ne trouveront de limites que dans les entraves rencontrées par la commercialisation et la capacité d'absorption des marchés.

Le système de production explique aussi la migration des Lobi du nord vers le sud. Actuellement, le Nord, où les terres sont épuisées par des années de culture extensive, est

devenu un foyer de départ. Dans la ZKB, on rencontre de très gros producteurs d'igname. Mais les champs commencent à être éloignés des villages (parfois plus de 20 km) ce qui gêne la production, et cette zone n'est plus une terre d'accueil. Depuis les années soixante-dix, les Lobi, poursuivant leur marche vers le sud, peuplent les savanes arborées et les forêts sèches du Nord du département de Bondoukou. C'est sur ce front pionnier que l'on trouve, dans les années quatre-vingt-dix, les localités qui commercialisent le plus d'igname et les plus gros producteurs. Cependant, même dans ce secteur, des signes de saturation commencent à apparaître, et on assiste, depuis la fin des années quatre-vingt, à des départs vers l'ouest dans les régions peu peuplées de Kong-Dabakala.

Le mouvement de migration s'est considérablement accéléré ces dernières années. Les Lobi ne migrent plus, comme autrefois, de façon individuelle, par « les sentiers de la nuit » (Fiéloux, 1980), mais par camions entiers pour s'installer dans de nouvelles localités créées de toutes pièces, en marge des villages koulango. En outre, l'utilisation d'une main-d'œuvre rémunérée permet d'étendre les superficies cultivées et accélère les processus de dégradation des sols.

Les Lobi, population migrante, peuvent d'autant plus facilement mettre en œuvre leur système que rien ne les attache à la terre qu'ils cultivent, contrairement aux Koulango, population autochtone. Ces derniers ont un système de production moins performant que celui des Lobi au plan de la productivité du travail, mais qui préserve beaucoup mieux l'environnement : ils font une année d'igname tardive (leur aliment de base) et l'année suivante des céréales auxquelles sont associées différentes plantes, puis la terre retourne en jachère pour 15 à 20 ans, le temps de laisser la fertilité du sol se reconstituer.

Cette opposition entre deux types de rapports au territoire se traduit dans des conflits de plus en plus violents dans le sud de la région. À la fin des années quatre-vingt, les Koulango ont réussi à chasser les Lobi de Nassian, chef-lieu d'une sous-préfecture et capitale d'un ancien royaume koulango. Dans certains villages, les autochtones reprennent le *diti* aux Lobi pour les obliger à limiter leurs cultures et ne pas déborder des périmètres qui leur ont été octroyés, ou pour les contraindre à verser des redevances supplémentaires. Les Koulango installent également des plantations d'anacardiens, au devant du front de culture lobi, pour bloquer les immigrants dans leur avancée.

Ces conflits sont le signe des transformations qui affectent les relations Lobi-Koulango et de profondes mutations au sein de la société lobi.

L'argent de l'igname

L'enrichissement des Lobi, lié principalement au développement de l'igname précoce, a eu de multiples conséquences sur l'ensemble de la vie sociale. L'évolution des rapports entre Koulango et Lobi a déjà été soulignée par plusieurs auteurs (Savonnet, 1979 et 1985 ; Fiéloux, 1980). Les Koulango sont des producteurs beaucoup moins dynamiques que les Lobi. Leurs exploitations sont plus petites (moins de 2,5 ha en moyenne contre plus de 6 ha pour les Lobi en 1989-1990, par exemple) et les revenus agricoles 3 à 4 fois moins importants (Chaléard, 1996). Ils ne commercialisent que des tonnages modestes d'igname précoce. Les immigrants, forts de leur supériorité numérique et économique, s'émancipent de la tutelle autochtone. Dans le Nord, ils ne versent pratiquement plus de redevances. Dans le Sud, la pression foncière les maintient sous tutelle. Mais les chefs de terre koulango sont moins respectés qu'autrefois, d'autant que dans les

villages koulango islamisés, le chef lobi a installé lui-même, et seul, le *diti*. Les redevances sont versées de moins bon gré.

Plus généralement, au sein de la société lobi, les rapports se distendent et les jeunes s'émancipent de la tutelle des anciens, grâce aux revenus tirés de l'igname précoce. Autrefois, les enfants, qui avaient le droit de cultiver en propre un champ, devaient présenter au chef de maisonnée le produit de la récolte, et celui-ci en gardait la majorité. Actuellement, le chef d'exploitation tend à laisser aux enfants le produit de leur champ, afin d'éviter leur départ et conserver une main-d'œuvre importante auprès de lui.

Dans les nouvelles zones migratoires, on rencontre beaucoup de jeunes en marge de la société lobi. N'ayant pas « gagné la daba », ils sont en rupture de banc avec leur milieu d'origine. Ils se convertissent à l'islam, au catholicisme et, plus fréquemment, à des sectes protestantes dont la plus importante est l'Église Apostolique de la Foi. Ces communautés, très actives, se regroupent souvent dans des localités dont elles constituent l'essentiel de la population et qui se reconnaissent à leur allure propre, bien tenue. Leur idéologie, fondée sur les idées de travail, de profit, de discipline et d'entraide sont éminemment favorables à la production massive de denrées commerciales. Il n'est pas rare de rencontrer, dans ces villages, des exploitants qui vendent 20 à 30 tonnes d'igname par an (apportant un revenu brut de plus de 1,5 million de F CFA).

Sur un autre plan, le dynamisme culturel des Lobi s'est heureusement transposé dans le système commercial. Autrefois des commerçants d'origine citadine se chargeaient de l'écoulement des produits vivriers qu'ils achetaient sur les marchés ou qu'ils venaient chercher dans les villages. Mais, si de nombreux petits collecteurs opèrent encore dans la région, les plus grands marchands ont abandonné cette activité. Il est vrai que la vente directe sur les

marchés urbains donne des résultats inégaux puisque, avec des frais identiques, le prix de vente du kilogramme d'igname précoce à Abidjan varie du simple au triple entre juillet et décembre. Si le voyage peut être exceptionnellement intéressant en période de pénurie (en général en début de campagne : juillet-août), en période de pleine production, il arrive que les cours s'effondrent à la suite d'arrivages importants, les grossistes réceptionnaires s'entendant au besoin pour faire baisser les prix. Les agriculteurs ont pris le relais des négociants, d'une part, parce que ceux-ci jugent le commerce de l'igname peu rémunérateur et surtout trop aléatoire et d'autre part, pour assurer un débouché à leur production.

Les composantes de la société lobi jouent à différents niveaux dans ce contexte. Le voyage à Abidjan, souvent périlleux, avec les multiples contrôles routiers, les pannes de camion, les marchandages avec les grossistes de la métropole et le séjour en ville, n'est qu'un des avatars de l' ancestrale aventure migratoire lobi. Mais il a des conséquences importantes sur la société elle-même. Souvent les producteurs se regroupent pour convoier un camion jusqu'à Abidjan ; paysans illettrés, ils se font accompagner d'un jeune scolarisé qui se charge de négocier ou de vérifier le montant des transactions avec les grossistes, ce qui fait acquérir à ces jeunes un rôle-clé dans l'économie locale. De plus en plus, de gros producteurs se transforment en négociants, achetant la récolte de petits cultivateurs pour l'écouler à Abidjan. Surtout, seuls les grands exploitants sont capables de mobiliser la main-d'œuvre familiale ou rémunérée nécessaire pour produire leur igname en juillet et profiter des prix élevés dans la métropole nationale, alors que les petits agriculteurs vendent plus tard ou sur place à des cours peu rémunérateurs. Ainsi, les conditions de la commercialisation sur Abidjan creusent les écarts de revenus entre les villageois.

Dans les zones les plus favorables, les gains obtenus de l'igname par les exploitants peuvent être considérables : supérieurs à un million de francs CFA par an. En outre, dans la mesure où d'autres cultures succèdent à l'igname sur les mêmes parcelles, ce sont les plus gros producteurs d'igname qui commercialisent les plus fortes quantités d'autres produits agricoles (céréales, arachides, etc.). Des inégalités fortes apparaissent entre exploitants. À l'ancienne hiérarchie fondée sur l'âge se superpose une nouvelle hiérarchie fondée sur les revenus monétaires, d'autant que les nouveaux riches se servent de leur argent pour asseoir leur pouvoir. Certes, ce sont les producteurs qui disposent de plus de main-d'œuvre, c'est-à-dire souvent les anciens, qui cultivent les plus vastes superficies : ainsi, le plus gros exploitant de Sépidouo, village de la ZKB, est le chef et fondateur de la localité. Ses fonctions l'obligent à redistribuer une partie de ses gains (cadeaux, aide aux parents en difficulté, dépenses ostentatoires...), ce qui limite les inégalités. Cependant, surtout dans les zones de migrations récentes, apparaissent de « nouveaux riches » qui entrent en rivalité avec les autorités anciennes, ce qui ne va pas sans créer de conflits.

En témoignent les incidents survenus à Kpamidouo, village du sud de la zone, entre 1989 et 1991. Kpamidouo est localisé dans une zone forte productrice d'igname, à l'écart du village koulango dont il dépend. Selon la version officielle, il aurait été créé en 1972 par Kpami, dont il tire son nom. Le chef, qui représente le village, a un rôle d'autant plus important que la localité est située sur l'axe Bondoukou-Bouna et susceptible de recevoir des investissements divers (de la part des organismes de développement rural et des différents ministères). Mais le chef doit partager le pouvoir avec le secrétaire de la section locale du PDCI, parti unique jusqu'en 1990. Celui-ci est Kimate, le principal exploitant de la loca-

lité qui, bon an mal an, gagne un à deux millions de francs CFA et possède moto, poste de radio, etc. En 1989, soutenu par une partie du village, Kimate décide de remplacer le chef par son propre père, Mebo. Il se sert de ses revenus, qu'il distribue généreusement, pour s'assurer une clientèle d'obligés et pour convertir les Koulango à son camp. Les prétendants ont leur propre version de la fondation du village : celle-ci aurait été décidée par Mebo, qui aurait appelé Kpami, son aîné, à s'installer avec lui et à prendre la chefferie. Une nuit, profitant d'un voyage de Kpami, Kimate installe le *ditil*, en compagnie des maîtres de la terre koulango, près de la maison de son père, intronisé nouveau chef. La situation n'en reste pas là. Kpami argue de sa reconnaissance par les autorités préfectorales et s'appuie sur un de ses fils revenu du sud de la Côte-d'Ivoire pour refuser le fait accompli. Il cherche le soutien des chrétiens de la localité et des « alléluia » des villages voisins pour contester la légitimité d'une autorité fondée sur le *ditil* et la religion « traditionnelle ». En 1990, avec l'autorisation du multipartisme, chacun prend des positions différentes dans le débat politique national : Kpami, qui compte sur l'administration, reste fidèle au PDCI, alors que Kimate, malgré ses fonctions au sein du parti, se déclare pour l'opposition.

Le conflit de pouvoir au sein d'une société « anarchique » a de quoi surprendre. Il est révélateur des transformations du monde lobi et du poids croissant des nouveaux riches. Il ne se réduit pas à un conflit entre la « tradition » et le « modernisme », car chaque camp revendique selon ses besoins l'un ou l'autre. La localité elle-même, avec ses maisons rectangulaires, crépies de ciment et regroupées autour de cours, témoigne de l'influence koulango et du monde moderne, tandis que les greniers en terre battue ocre et la dispersion des concessions dans la brousse montrent qu'il s'agit indubitablement d'un village lobi.

L'introduction des cultures commerciales dans les sociétés dites « traditionnelles » en Afrique tropicale provoque souvent des bouleversements et des conflits de tous ordres dans l'organisation sociale. Si les Lobi n'échappent pas à cette règle générale, il s'en faut de beaucoup que les évolutions récentes aient entraîné une rupture complète avec le passé. La société actuelle joue plutôt sur une réinterprétation de la « coutume », tant dans les facteurs de mobilité, essentiellement économiques, que dans le domaine de la production agricole.

Cette situation tient au fait que la principale denrée commerciale est une culture vivrière, ce qui n'entraîne pas de bouleversements dans les systèmes de culture : il y a eu plus évolution que révolution de l'agriculture lobi. Par ailleurs, la mobilité lobi autorise une conduite extensive et rémunératrice de la culture de l'igname. Les problèmes d'environnement et les conflits fonciers sont, sinon résolus, du moins surmontés par cette mobilité. À l'échelle de la Côte d'Ivoire, seule la capacité d'absorption des marchés urbains peut limiter la dynamique lobi, car entre le 6^e et le 8^e parallèles existent de vastes secteurs peu peuplés, où les migrants peuvent s'installer.

Cependant, la généralisation de l'agriculture marchande porte en elle le germe de transformations plus fondamentales. Depuis une dizaine d'années, dans le Centre et le Nord de

la région du Nord-Est, là où la culture de l'igname précoce devient difficile, les exploitants lobi adoptent le coton et stabilisent leurs systèmes de production sous l'influence d'une société de développement : si ce mouvement devait se poursuivre, il s'agirait d'une double révolution, puisqu'à un changement dans les comportements migratoires s'ajoute l'adoption d'une plante longtemps refusée, car imposée par les « Blancs ». À l'origine de ces mutations, l'igname précoce serait peut-être ainsi, sous l'apparence d'une culture bien adaptée aux structures sociales, le cheval de Troie de la société ancestrale lobi.

BIBLIOGRAPHIE

- Boutillier (J.-L.), 1993. *Bouna, Royaume de la savane ivoirienne. Princes, marchands et paysans*. Coll. Hommes et Sociétés, Karthala-Orstom, Paris, 396 p.
- Chaléard (J.-L.), 1996. *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte-d'Ivoire*. Karthala, Paris, 661 p.
- Fiéloux (M.), 1980. *Les sentiers de la nuit*. Collection Mémoires et documents, Orstom, Paris, 199 p.
- Savonnet (G.), 1979. *Lobi et Koulango de la région de Bouna. Compte rendu d'enquêtes sur le terrain*. Orstom, Abidjan-Paris, 34 p.
- Savonnet (G.), 1985. *Instabilité des lobi du Nord-Est ivoirien et développement agro-pastoral (Rapport d'enquête socio-géographique sur le terrain)*. CIDT, Bouaké, 70 p.

